



Conseil économique et social

Distr. générale
6 mai 2002
Français
Original: anglais

Décisions adoptées par le Conseil économique et social à la reprise de sa session d'organisation de 2002

(29 et 30 avril 2002)

Note : Le texte provisoire des décisions adoptées par le Conseil à la reprise de sa session d'organisation de 2002 est distribué pour information. Le texte définitif sera publié dans le *Supplément No 1 des Documents officiels du Conseil économique et social, 2002 (E/2002/99)*.

02-37250 (F) 150502 270602



Table des matières

<i>Décision No</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Adoptée</i>	<i>Page</i>
2002/201 B*	Élections, présentations de candidatures et nominations de membres aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et à ses organes apparentés (E/2002/SR.4)	4	29 avril 2002	
2002/211	Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2003 (E/2002/1)	3	30 avril 2002	
2002/212	Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de fond de 2002 du Conseil économique et social (E/2002/L.4)	2	30 avril 2002	
2002/213	Examen de la demande de conversion de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée du système des Nations Unies (E/2002/L.4 et E/2002/SR.5)	2	30 avril 2002	
2002/214	Examen de la demande de conversion de l'Organisation mondiale du tourisme, organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institutions spécialisées du système des Nations Unies (E/2002/L.4, E/2002/SR.5)	2	30 avril 2002	
2002/215	Ordre du jour provisoire et documentation de la troisième session du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement (E/2000/32 et E/2002/SR.5)	2	30 avril 2002	
2002/216	Renforcement des travaux de la Commission de la science et de la technique au service du développement (E/2001/31 et E/2002/SR.5)	2	30 avril 2002	
2002/217	Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales (E/2002/10)	2	30 avril 2002	
2002/218	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la reprise de sa session de 2001 (E/2002/10)	2	30 avril 2002	
2002/219	Consultations du Président du Conseil avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies intéressés (E/2002/L.5)	2	30 avril 2002	

* La décision 2002/201 (voir document E/2002/INF/2) est renumérotée 2002/201A.

2002/201 B

Élections, présentations de candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et à ses organes apparentés

À sa 4e séance plénière, le 29 avril 2002, le Conseil économique et social a pris les décisions suivantes au sujet des sièges vacants dans ses organes subsidiaires et organes apparentés.

Élections

Commission de statistique

Le Conseil a élu le **Costa Rica** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005.

Commission de la population et du développement

Le Conseil a élu les huit membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Bolivie, El Salvador, Hongrie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Mauritanie, Philippines et République démocratique du Congo.**

Le Conseil a également élu l'**Inde** à un siège auquel l'élection avait été différée pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005 et a reporté de nouveau à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2004.

Commission du développement social

Le Conseil a élu les treize États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Argentine, Espagne, Inde, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Malte, Pakistan, République centrafricaine, République dominicaine, Sénégal, Suriname, Turquie et Zambie.**

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Europe orientale pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Commission des droits de l'homme

Le Conseil a élu les quinze membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Burkina Faso, Chine, États-Unis d'Amérique, Gabon, Irlande, Japon, Paraguay, Sri Lanka, Swaziland, Ukraine et Zimbabwe.**

Commission de la condition de la femme

Le Conseil a élu les dix États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Algérie, Belgique, Bolivie, Canada, Congo, Fédération de Russie, Inde, Nigéria, Thaïlande et Turquie.**

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Europe orientale pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Le Conseil a élu les vingt États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Algérie, Allemagne, Autriche, Chine, Croatie, El Salvador, Éthiopie, Fédération de Russie, Gambie, Italie, Japon, Mauritanie, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Pérou République de Corée, République centrafricaine, Soudan et Zambie.**

Commission du développement durable

Le Conseil a élu les seize États Membres suivants pour un mandat prenant effet à la session d'organisation de la douzième session de la Commission en 2003 et venant à expiration à la clôture de la quatorzième session en 2006 : **Australie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Jamaïque, Japon, Ouganda, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie et Soudan.**

Le Conseil a également élu la **République démocratique du Congo** et le **Gabon** pour pourvoir deux sièges auxquels l'élection avait été différée pour un mandat prenant effet à la session d'organisation de la onzième session de la Commission en 2002 et venant à expiration à la clôture de la treizième session de la Commission en 2005.

Commission de la science et de la technique au service du développement

Le Conseil a élu les treize États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Allemagne, Bangladesh, Bélarus, Chili, Chine, Éthiopie, Inde, Iran (République islamique d'), Lesotho, Maroc, Paraguay, Roumanie et Soudan.**

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

En application de la résolution 56/206 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2001, le Conseil a élu les dix-huit États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Argentine, Brésil, Burkina Faso, Chili, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Malawi, Pakistan, Pays-Bas, Pologne,**

République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone et Turquie.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique et un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil a élu les dix-neuf États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Allemagne, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Côte d'Ivoire, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Iran (République islamique d'), Pakistan, Pérou, Roumanie, Sénégal, Turquie et Zimbabwe.**

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication

Le Conseil a élu les neuf États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003. : **Afrique du Sud, Allemagne, Chine, Fédération de Russie, France, Namibie, Niger, Ouganda et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.**

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique, de deux membres à choisir parmi les États d'Asie, de trois membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de six membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Comité pour les droits économiques, sociaux et culturels

Le Conseil a élu les huit experts suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003 : Clément **Atangana** (Cameroun), Virginia **Bonoan-Dandan** (Philippines), Maria Virginia **Bras Gomes** (Portugal), Azzouz **Kerdoun** (Algérie), Yuri **Kolosov** (Fédération de Russie), Jaime **Marchan Romero** (Équateur), Eibe **Riedel** (Allemagne) et Alvaro **Tirado Mejia** (Colombie).

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de vingt-quatre experts au Comité pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le Conseil a élu les onze États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Allemagne, Canada, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Ghana, Inde, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Pérou, République de Moldova et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.**

Le Conseil a décidé que la **France**, la **Norvège** et les **Pays-Bas** qui se retireront du Conseil à compter du 1er janvier 2003, seraient remplacés, respectivement, par l'**Espagne** pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2004, le **Danemark**, pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2003 et le **Luxembourg**, pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2004.

Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Le Conseil a élu l'**Équateur**, la **Guinée**, la **Nouvelle-Zélande** et la **Yougoslavie** conformément à la résolution 56/133 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2001.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population

Le Conseil a élu les onze membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Australie, Cap Vert, El Salvador, Fédération de Russie, Inde, Italie, Japon, Népal, Norvège, Tunisie et Uruguay.**

Le Conseil a décidé que l'**Espagne**, le **Luxembourg** et la **Turquie**, qui se retireraient du Conseil, seraient remplacés, respectivement, par la **France**, la **Suède** et l'**Allemagne** pour un mandat prenant effet le 1er janvier 2003 et venant à expiration le 31 décembre 2003.

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

Le Conseil a élu les cinq membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Iran (République islamique d'), Japon, Malawi, Mexique et Suède.**

Le Conseil a reporté à une séance ultérieure l'élection d'un membre à choisir sur la liste E, établie dans les Textes fondamentaux du Programme alimentaire mondial pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Conseil de coordination du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) (ONUSIDA)

Le Conseil a élu les cinq membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Guatemala et Myanmar.**

Le Conseil a décidé que la **Grèce** et l'**Italie**, qui s'étaient retirés du Conseil seraient remplacés, respectivement, par le **Canada**, pour un mandat prenant effet le 1er mai 2002 et venant à expiration le 31 décembre 2002 et l'**Irlande** pour un mandat prenant effet le 1er janvier 2003 et venant à expiration le 31 décembre 2003.

Présentations de candidatures

Comité du Programme et de la coordination

Le Conseil a présenté la candidature des dix-sept États Membres suivants aux fins d'élection par l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003 : **Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Bénin, Brésil, Cuba, Gabon, Inde, Indonésie, Iran (République d'), Nicaragua, Pakistan, République centrafricaine, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Ukraine.**

Le Conseil a reporté à une séance ultérieure la présentation de la candidature de trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États aux fins d'élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 2003.

Nominations

Comité d'experts de l'administration publique

Conformément à sa résolution 2001/45 du 20 décembre 2001, le Conseil a approuvé les vingt-quatre experts suivants désignés par le Secrétaire général pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2005 : Jaime Rodriguez **Arana-Munoz** (Espagne), Marie-Françoise **Bechtel** (France), Rachid Benmokhtar **Benabdellah** (Maroc), Jocelyne **Bourgon** (Canada), Luiz Carlos **Bresser-Pereira** (Brésil), Petrus **Compton** (Sainte-Lucie), Giuseppe Franco **Ferrari** (Italie), Geraldine **Fraser-Moleketi** (Afrique du Sud), Werner **Jann** (Allemagne), **Jin** Liqun (Chine), Barbara **Kudrycka** (Pologne), Gonzalo D. **Martner Fanta** (Chili), Kuldeep **Mathur** (Inde), Atangana **Mebara** (Cameroun), Bechara **Merhej** (Liban), Jose Oscar **Monteiro** (Mozambique), Akira **Nakamura** (Japon), Apolo **Nsibambi** (Ouganda), Dennis **Rondinelli** (États-Unis d'Amérique), Otton **Solis-Fallas** (Costa Rica), Patricia **Sto. Tomas** (Philippines), Sakhir **Thiam** (Sénégal), Borwornsak **Uwanno** (Thaïlande) et Volodymyr **Yatsuba** (Ukraine).

Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Le Conseil a nommé Ergül **Tunçbilek** (Turquie) et Lulwa A. **Al-Misned** (Qatar) au Conseil pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er juillet 2002.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure la nomination d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er juillet 2002.

2002/211

Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2003

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil économique et social, ayant examiné le projet de programme de travail pour 2003¹ a pris note des questions ci-après à inscrire au programme de travail du Conseil pour 2003 et la liste de documents à établir au titre de chaque point de l'ordre du jour :

Session de fond de 2003

A. Débat de haut niveau

[Thème/thèmes à déterminer]

Documentation

Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2003

B. Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

Activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

[Thème/thèmes à déterminer]

Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles (résolution 56/201 de l'Assemblée générale)

Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial

Documentation

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa première session ordinaire, de sa deuxième session ordinaire et de sa session annuelle (résolutions 48/162, annexe, et 53/192 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (résolutions 48/162, annexe, et 53/192 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

¹ E/2002/1.

Rapports du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire et de sa session annuelle (résolutions 48/162, annexe, et 53/192 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel du Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (résolutions 48/162, annexe, et 53/192 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur ses sessions de 2001 (résolutions 48/162, annexe, et 53/192 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (résolutions 50/8 et 53/192 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Coopération économique et technique entre pays en développement

Documentation

Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement (résolution 33/134 de l'Assemblée générale)²

C. Débat consacré aux questions de coordination

Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies se rapportant aux thèmes suivants

[Thème/thèmes à déterminer]

D. Débat consacré aux affaires humanitaires

Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe

E. Débat général

Application et suivi intégrés et coordonnés des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies

Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

Calendrier des conférences et des réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes

² Présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil.

Documentation

Projet de calendrier des conférences et des réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes pour 2004-2005

Rapport des organes de coordination

Documentation

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-troisième session

Rapport de synthèse annuel du Comité de coordination des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour 2002

Projet de budget-programme

Documentation

Chapitres pertinents du projet de budget-programme

Rapport du Comité du programme et de la coordination

Programme commun des Nations Unies sur le syndrome d'immunodéficience acquise et le virus d'immunodéficience humaine (ONUSIDA)

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le syndrome d'immunodéficience acquise et le virus d'immunodéficience humaine (ONUSIDA) (par. 5 de la résolution 2001/23 du Conseil)

Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (par. 1 de la résolution 2001/41 du Conseil)

Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 2100 (LXIII) du Conseil)²

Coopération régionale

Documentation

Note du Secrétaire général sur la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar (par. 7 de la résolution 2001/29 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (décision 1979/1 du Conseil), y compris le rapport du Secrétaire général sur un sujet se rapportant à la coopération interrégionale et intéressant toutes les régions (résolution 1982/50 et décision 1982/174 du Conseil)

Résumé des études sur la situation économique dans les cinq régions établies par les commissions régionales (résolution 1724 (LIII) du Conseil)

Organisations non gouvernementales

Documentation

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (résolutions 3 (II) et 1996/31 et décision 1995/304 du Conseil)

Questions relatives à l'économie et à l'environnement

Développement durable

Documentation

Rapport de la Commission du développement durable (décision 1993/207 du Conseil)

Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa cinquième session (résolutions 1079 (XXXIX), 1625 (LI) et 2000/34 du Conseil), y compris le rapport final sur le réexamen de sa recommandation visant à radier les Maldives de la liste des pays les moins avancés (par. 1 de la résolution 2001/43 du Conseil)

Science et technique au service du développement

Documentation

Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa sixième session [résolution 46/235 de l'Assemblée générale, annexe, par. 7 a) v)]

Note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettant le rapport du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications sur les préparatifs du Sommet mondial de la société de l'information (par. 8 de la résolution 56/183 de l'Assemblée générale)¹

Femme et développement

Documentation

Chapitres pertinents du rapport de la Commission de la condition de la femme

Administration et finances publiques

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la seizième Réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies (résolution 1199 (XLII) et décision 2000/231 du Conseil)

Forum des Nations Unies sur les forêts

Documentation

Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa troisième session (résolution 2000/35 du Conseil)

Population et développement

Documentation

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-sixième session (par. 25 de la résolution 49/128 de l'Assemblée générale et décision 1995/209 du Conseil)

Statistique

Documentation

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-quatrième session (résolutions 1768 (LIV) et 1999/8 du Conseil)

Énergie et ressources naturelles aux fins du développement

Documentation

Rapport du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement sur les travaux de sa troisième session (annexe I à la résolution 1998/46 et décision 1999/276 du Conseil)

Transport de marchandises dangereuses

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts en matière de transport de marchandises dangereuses et d'harmonisation générale de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques (résolutions 724 C (XXVIII), 1488 (XLVIII), 1983/7, 1999/65 et 2001/44)

Environnement

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale)²

Établissements humains

Documentation

Rapport de la Commission des établissements humains sur les travaux de sa dix-neuvième session (résolution 32/162 de l'Assemblée générale)²

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme

Promotion de la femme

Documentation

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (art. 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)²

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-septième session (résolutions 11 (II) et 1147 (XLI) du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur le suivi et l'état d'avancement de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-

troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolutions 50/203 et 56/132 de l'Assemblée générale)

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (résolution 1998 (LX) du Conseil)

Développement social

Documentation

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante et unième session (résolutions 10 (III) et 1996/7 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées (par. 16 de la résolution 56/115 de l'Assemblée générale)²

Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Rapport de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale sur les travaux de sa douzième session (résolution 1992/1 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur le rôle, les fonctions, la périodicité et la durée des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (par. 8 de la résolution 56/119 de l'Assemblée générale)³

Stupéfiants

Documentation

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-sixième session (résolution 9 (I) du Conseil)

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (art. 15 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; art. 18 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971; et art. 23 de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Documentation

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés²

Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Documentation

Rapport du Secrétaire général (résolutions 48/91, par. 16, et 55/84, par. 24, de l'Assemblée générale)

³ Soumis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale.

Droits de l'homme

Documentation

Rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa cinquante-neuvième session (résolutions 5 (I) et 9 (II) du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'homme (art. 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)²

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1988 (LX) et 1985/17 du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'enfant (annexe à la résolution 44/25 de l'Assemblée générale)²

Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)²

Confidentialité des données génétiques et non-discrimination

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la confidentialité des données génétiques et la non-discrimination (par. 6 de la résolution 2001/39 du Conseil)

Instance permanente sur les questions autochtones

Documentation

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones (par. 5 de la résolution 2000/22 et décision 2001/316 du Conseil)

2002/212

Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de fond de 2002 du Conseil économique et social

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil économique et social a décidé que le thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de fond de 2002 serait le suivant : « Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire fournie par l'Organisation des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle et d'urgence humanitaire complexe, l'accent étant mis sur la distribution de l'aide aux plus vulnérables et la transition entre la phase des secours et celle du développement ».

2002/213

Examen de la demande de conversion de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée du système des Nations Unies

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de fond une question intitulée « Examen de la demande

de conversion de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée du système des Nations Unies ».

2002/214

Examen de la demande de conversion de l'Organisation mondiale du tourisme, organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée du système des Nations Unies

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de fond une question intitulée « Examen de la demande de conversion de l'Organisation mondiale du tourisme, organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée du système des Nations Unies ».

2002/215

Ordre du jour provisoire et documentation de la troisième session du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil a décidé de reporter de nouveau, jusqu'après le Sommet mondial pour le développement durable qui aurait lieu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre 2002⁴, l'examen du projet de décision intitulé « Rapport du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement sur les travaux de sa deuxième session et ordre du jour provisoire de la troisième session du Comité », que le Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement lui avait recommandé d'adopter.

2002/216

Renforcement des travaux de la Commission de la science et de la technique au service du développement

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil a décidé de reporter de nouveau jusqu'à sa session de fond de 2002 l'examen du projet de résolution III, intitulé « Renforcement des travaux de la Commission de la science et de la technique au service du développement », figurant dans le rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa cinquième session⁵.

⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2000, Supplément No 12*, chap. I; sect. B; voir aussi décision 2001/324 du Conseil.

⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2001, Supplément No 11 (E/2001/31)*, chap. I, sect. A; voir aussi décision 2001/323 du Conseil.

2002/217

Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil économique et social :

a) A décidé d'accorder le statut consultatif aux organisations non gouvernementales suivantes :

Statut consultatif général

Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Oxfam International

Statut consultatif spécial

A Centre for the World Religions

Action Aide aux familles démunies

Africa Legal Aid

Asian Migrant Center

Assemblée nationale des organisations de jeunes de la République azerbaïdjanaise

Association argentine de droit international

Association d'assistance aux grands handicapés à domicile

Association des anciens experts en développement industriel des Nations Unies

Association guinéenne pour la réinsertion des toxicomanes

Association marocaine d'appui à la promotion de la petite entreprise

Association marocaine de solidarité et de développement

Association marocaine de soutien et d'aide aux handicapés mentaux

Association marocaine pour la promotion de la femme rurale

Center for Policy Alternatives

Center for the World Religions

Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine

Comité consultatif sur la protection des mers

Coordination des ONG féminines gabonaises

Corporation for the Development of Women (La Morada)

Delta Sigma Theta Sorority

Dominicains pour justice et paix – Ordre des frères prêcheurs

Families of Victims of Involuntary Disappearance

Family Research Council
 Fédération internationale pour la planification familiale (région de l'Afrique)
 Fondation indonésienne de protection de l'enfance
 Fondation internationale de l'énergie
 Fondation pour la valorisation des ressources humaines
 Guild of Service
 Institut asiatique pour le développement des transports
 International Communities for the Renewal of the Earth
 International Federation of Training and Development Organizations
 International Society of Doctors for the Environment
 INTERSOS – Humanitarian Aid Organization
 ISIS – Women's International Cross Cultural Exchange
 Leadership pour l'environnement et le développement durable
 Marmara Group Strategic and Social Research Foundation
 National Center for Missing and Exploited Children
 National Congress of American Indians
 National Rehabilitation and Development Centre
 Native American Rights Fund
 Network Earth Village
 Network of East-West Women
 Observatoire national des droits de l'enfant
 Peace Boat
 Population Reference Bureau
 United States Committee for the United Nations Population Fund
 Women's Political Watch

Liste

American Mothers
 Association internationale de la savonnerie, de la détergence et des produits
 d'entretien (AISE)
 Association nigérienne des scouts de l'environnement
 Charitable Public Fund, « Poligon – 29 August »
 Pioneer People Trust
 Public Service Association
 Väestöliitto – Fédération des familles de Finlande

World Forum on the Future of Sport Shooting Activities

b) A également décidé de reclasser trois ONG dotées du statut consultatif spécial pour leur octroyer le statut consultatif général et trois autres de la Liste pour leur octroyer le statut consultatif spécial, comme suit :

Statut consultatif général

Friends World Committee for Consultation

Transfert mondial de l'information

Union nationale de la femme tunisienne

Statut consultatif spécial

Fédération internationale des PEN Clubs

Foundation for Democracy in Africa

Union européenne féminine

c) A décidé en outre de ne pas octroyer le statut consultatif général à l'organisation suivante de la Liste : Armenian Relief Society;

d) A décidé de ne pas octroyer le statut consultatif à une organisation non gouvernementale : l'Association lesbienne et gaie internationale;

e) A pris acte de la décision du Comité chargé des organisations non gouvernementales de clore l'examen de la demande présentée par l'ONG suivante : Education and Literacy Fund for Africa;

f) A également pris acte du classement de la plainte transmise par un État Membre concernant : l'Association internationale des juristes démocrates.

2002/218

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la reprise de sa session de 2001

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil économique et social a pris acte du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la reprise de sa session de 2001⁶ et décidé que la session de 2002 du Comité se tiendrait du 13 au 24 mai et les 20 et 30 mai 2002.

2003/219

Consultations du Président du Conseil économique et social avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies intéressés

À sa 5e séance plénière, le 30 avril 2002, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser son président à tenir des consultations avec les organismes, fonds

⁶ E/2002/10.

et programmes des Nations Unies intéressés à Rome, Paris, Vienne et Genève, afin de renforcer la collaboration et la coordination entre ces entités du Conseil.
